

LEGISLATURE 2006 - 2011

PROCES-VERBAL no 12

Séance du Conseil communal de La Tour-de-Peilz
tenue le mercredi 12 mars 2008 à 20 h 15
à la Maison Hugonin

Présidence : Mme Marianne Adank

ORDRE DU JOUR

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 6 février 2008
2. Communications du Bureau du Conseil communal
3. Dépôt et développement des motions, postulats et interpellations
4. Préavis municipaux
 - 4.1. Préavis municipal N° 3/2008 relatif à la demande de crédit pour la réfection des deux salles de classe et des sanitaires au rez-de-chaussée de l'étape 1 du collège des Mousquetaires
 - 4.2. Préavis municipal N° 4/2008 relatif à l'adoption d'un règlement relatif à la mise sur pied d'un Conseil d'établissement pour les deux établissements scolaires de La Tour-de-Peilz
5. Rapports
 - 5.1. Rapport de la commission chargée d'étudier le préavis-rapport municipal N° 1/2008 réponse au postulat de M. Raoul Rod « pour un accès plus fréquent à la piscine des Mousquetaires »
 - 5.2. Rapport de la commission chargée d'étudier le préavis municipal N° 2/2008 relatif à la signalisation lumineuse sur la Grand-Rue
6. Communications municipales
 - 6.1. Communication municipale N° 4/2008 relative au bulletin d'information de Police Riviera
7. Propositions individuelles et divers

Appel

68 présents sur 85 membres élus.

Excusé(e)s : Michel Baiutti - François Bercher - Michel Bonvoisin - Amilcar Cunha - Bernard Gavin - Gérald Gay - Vladimir Iwanoff - Daniel Kraehenbuehl - Bernard Lavanchy - Claude-Alain Luy - Nicolas Mattenberger - Marie-Claude Meylan - Daniel Muller - Pierre-André Oberson - Serge Overney - Patrice Wenger

Absent(e)s : Nomah Bredou

Mme la Présidente ouvre cette 12^{ème} séance de la législature 2006-2011 en invitant le Conseil à travailler de manière constructive, dans le respect des règles et des idées de chacun.

Elle souhaite la bienvenue à la presse et au public qu'elle remercie de s'être déplacé pour suivre nos travaux.

Ordre du jour

L'ordre du jour n'appelant pas de commentaires, il est adopté tel que présenté.

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 6 février 2008

M. J. Vallotton remarque, à la page 136, que la Conférence des syndicats ne faisait pas, à l'époque, paraître un compte-rendu dans la presse locale, mais *un communiqué* relatant les principaux objets discutés.

La parole n'étant plus demandée, le procès-verbal de la séance du 6 février 2008 est adopté à l'unanimité, avec remerciements à son auteur.

2. Communications du Bureau du Conseil communal

Mme la Présidente remercie celles et ceux qui ont participé au dépouillement du dimanche 24 février dernier. Les scrutateurs ont travaillé rapidement, ce qui a permis de libérer la plupart d'entre eux à 11 h 00 déjà. Les prochaines votations auront lieu le 1^{er} juin prochain, avec trois objets fédéraux.

3. Dépôt et développement des motions, postulats et interpellations

3.1. Interpellation de M. J. Espinosa intitulée « Zone 30, oui... Mais sécurité pour tous... »

M. J. Espinosa développe son interpellation, soutenue réglementairement, dont le texte est le suivant :

« Notre commune prône la sécurité et les zones 30. Je ne suis pas contre, mais il y a deux points que je n'arrive pas à comprendre.

Premier point

Pourquoi il y a suppression de passages piétons aux endroits de passage des écoliers, sur une route où il y a de la circulation ? Car, comme tous bons citoyens, nous faisons encore nos paiements à la Poste...

- 1) Devant l'entrée de la Poste vers Krenger
- 2) Au virage av. de la Gare et av. des Mousquetaires
- 3) Av. des Mousquetaires, entre les deux collèges

L'Ordonnance sur les zones 30 et les zones de rencontre du 28 septembre 2001, page 150, section 2, art. 4 - Mesure relevant le droit de la circulation routière et aménagement de l'espace routier - stipule :

« L'aménagement de passages piétons n'est pas admis. Dans les zones 30, il est toutefois permis d'aménager des passages pour piétons lorsque des besoins spéciaux en matière de priorité pour les piétons l'exigent, notamment aux abords des écoles et homes. »

Deuxième point

Je ne comprends pas pour quelle raison des piquets sont installés sur l'avenue Clos-d'Aubonne, hors normes, à la hauteur du garage Chappuis et en face de celui-ci (5 piquets).

Dans l'OSR du 5 septembre 1979 (état le 30 juin 2006), à la page 365, art. 103, alinéa 4, il est stipulé :

« Les signaux ne doivent pas faire saillie dans le gabarit d'espace libre de la chaussée. La distance entre les bords de la chaussée et le côté du signal le plus rapproché sera de 30 cm à 2 mètres dans les localités et de 50 cm à 2 mètres hors localités. »

Alors, pour quelle raison ces piquets sont à ras le trottoir et au bord des lignes jaunes ? J'estime que cela représente un danger pour les véhicules à 2 roues, les automobiles et véhicules utilitaires de livraison ; car problèmes de croisements.

Madame, Messieurs, je vous remercie de votre attention et de votre prompt réponse par écrit. »

La parole n'est plus demandée.

3.2. M. F. Glauser annonce qu'il déposera, lors de la prochaine séance, un postulat intitulé « Aide au logement, un coup de pouce pour les familles ».

4. Préavis municipaux

4.1. Préavis municipal N° 3/2008 relatif à la demande de crédit pour la réfection des deux salles de classe et des sanitaires au rez-de-chaussée de l'étape 1 du collège des Mousquetaires

La parole n'étant pas demandée, cet objet est renvoyé à une Commission ainsi composée :

<u>Présidence</u> :	R C A L	Yannick Thépot
<u>Membres</u> :	SOCIALISTE	Michel Bonvoisin - Vincent Racine - Nicole Rivet
	LIBERAL	Paula-Jay Matthey - Cédric Urech
	RADICAL	Jörg Brunnschweiler - Yves Isabella
	PDC/Ind.	Valérie Glauser

4.2. Préavis municipal N° 4/2008 relatif à l'adoption d'un règlement relatif à la mise sur pied d'un Conseil d'établissement pour les deux établissements scolaires de La Tour-de-Peilz

Mme le Syndic indique que les commissaires recevront, avec la convocation, le règlement-type édicté par le Département cantonal en charge du dossier. Les autres conseillers intéressés peuvent se rendre sur le site internet de l'Etat de Vaud pour trouver toute la documentation utile.

La parole n'étant plus demandée, cet objet est renvoyé à une Commission ainsi composée :

<u>Présidence</u> :	SOCIALISTE	Richard Sendra
<u>Membres</u> :	SOCIALISTE	Serge Overney - Martine Gagnebin-de-Bons
	LIBERAL	Anna Tobler - Olivier Monney
	RADICAL	Brigitte Fahrni-Chiusano - Kurt Egli
	PDC/Ind.	Jean-Pierre Schwab
	R C A L	Yves Belet

5. Rapports

5.1. Rapport de la commission chargée d'étudier le préavis-rapport municipal N° 1/2008 réponse au postulat de M. Raoul Rod « pour un accès plus fréquent à la piscine des Mousquetaires »

Rapporteur : M. Kurt Egli

M. R. Piquet, municipal, indique que la Municipalité a accédé au vœu de la commission et que les heures d'ouverture de la piscine de la Maladaire et de celle de Vevey-Corseaux-Plage sont d'ores et déjà affichées.

La parole n'étant plus demandée, **la conclusion du rapport de la Commission est adoptée à la quasi-unanimité (une abstention), comme suit :**

LE CONSEIL COMMUNAL DE LA TOUR-DE-PEILZ

- vu le préavis municipal no 1 / 2008,
- ouï le rapport de la commission chargée d'examiner ce dossier,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

d é c i d e

de prendre acte que le présent préavis-rapport répond au postulat de Monsieur Raoul Rod « pour un accès plus fréquent à la piscine des Mousquetaires ».

5.2. Rapport de la commission chargée d'étudier le préavis municipal N° 2/2008 relatif à la signalisation lumineuse sur la Grand-Rue

Rapporteur : M. Frédéric Glauser

M. L. Kaufmann, municipal, indique que, conformément à l'art. 121 du règlement du Conseil, la Municipalité demande le renvoi de la votation sur cet objet à la prochaine séance. Suite aux trois demandes finales formulées par la commission, la Municipalité souhaite en effet transmettre au Conseil des compléments écrits substantiels qu'elle n'a pas pu fournir dans les délais. Les groupes pourront ainsi en discuter lors de leur prochaine séance. Il va de soi que la Municipalité reste à la disposition de la commission ad hoc si celle-ci, en fonction de ces nouveaux éléments, souhaite se réunir à nouveau.

La parole n'étant plus demandée, **le vote sur cet objet est donc reporté à la prochaine séance.**

6. Communications municipales

6.1. Communication municipale N° 4/2008 relative au bulletin d'information de Police Riviera

Cette communication, qui a été distribuée, n'est pas lue.

7. Propositions individuelles et divers

M. O. Wälchli relève que, lors de l'inauguration de la salle des Remparts le 1^{er} mars dernier, plusieurs membres de diverses sociétés locales se sont inquiétés de savoir si une nouvelle édition du Festival du Jeu, qui s'est déroulé à deux reprises, à deux années d'intervalle, serait à nouveau organisée cette année.

M. L. Kaufmann remarque que les principaux responsables de l'association chargée d'organiser ce festival ont, pour des raisons diverses mais notamment professionnelles, renoncé à entreprendre, au sein du comité, l'organisation d'une édition 2008. Des discussions ont lieu pour trouver une nouvelle formule, mais surtout de nouvelles personnes qui seraient prêtes à prendre en charge l'organisation d'un tel événement, en relation avec la commune et le Musée suisse du Jeu. Il n'y aura donc pas d'édition 2008, mais peut-être l'année prochaine, si tout va bien.

M. J.-Y. Schmidhauser revient sur la problématique de la motion immédiatement exécutoire et du droit qu'a la Municipalité de présenter un contre-projet. Il constate que notre règlement prévoit incontestablement cette possibilité, mais ne donne pas de délai et ne dit pas quand la Municipalité doit faire savoir sa volonté de proposer un contre-projet. La Municipalité avait clairement fait savoir, lors des travaux de la commission, qu'elle était opposée au principe même de ce que proposait la motion. Il demande donc à la Municipalité si elle entend présenter un contre-projet et, dans l'affirmative, dans quel délai elle compte le faire.

Mme le Syndic répond que la Municipalité dispose d'un délai d'une année pour répondre et que c'est dans le courant de cette année qu'elle décidera de la suite qu'elle entend donner à ce dossier.

L'ordre du jour étant épuisé et la parole plus demandée, Mme la Présidente lève la séance à 20 h 35.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Présidente

La Secrétaire

M. Adank

C. Dind